

Hors de l'avenir ?

- *Canada*

Experts en pauvreté

Les pauvres par eux-mêmes : Décrocheurs ou décrochés? (Huit jeunes de 16 à 18 ans, membres de l'atelier Autobiographie de la Boîte aux lettres)

« Nous avons voulu poursuivre le même chemin que les autres élèves, mais nous avons été détournés vers la ruelle des classes spéciales. Après un parcours chaotique, fissuré et difficile dans ces classes, nous nous sommes retrouvés devant rien. À 16 et 18 ans, nous avons quitté l'école avec un sac rempli de feuilles blanches. Un baluchon sans diplôme, sans acquis, sans confiance et rempli de difficultés en lecture et écriture (...). À la Boîte à Lettres (Bâl), un organisme sans but lucratif, on vient acquérir des connaissances pour remplir son baluchon, apprendre à se connaître et démêler son passé. Nous tentons de comprendre d'où viennent nos difficultés en lecture et en écriture et pourquoi nous sommes rendus là aujourd'hui (...). On se sentait rejetés, démotivés et découragés. Notre confiance et notre volonté diminuaient de jour en jour, ce qui nous poussait au décrochage.

Quand nous avons réalisé que nous ne pourrions plus revenir dans les classes ordinaires, une colère et un goût de vengeance ont monté en nous. Nous avons arrêté de travailler en classe. Nous nous renfermions sur nous-mêmes. (...)

Aujourd'hui, ce passé nuit encore à notre vie de tous les jours et barre les por-

tes de notre avenir. On se bat pour vivre, on manque de connaissances pour intégrer le marché du travail. On se sent mal intégrés dans la société. Notre confiance en nous est à rebâtir parce qu'on a intégré nos étiquettes et on les a crues. Par contre, on continue toujours à avancer, on est revenus pour reprendre nos études et pour aller plus loin dans la vie. (...)

Nous avons besoin de professeurs à nos côtés pour monter la pente de la connaissance. Des professeurs qui nous aiment, nous écoutent, nous aident et prennent le temps de nous faire découvrir les mots et le monde ». *Le Devoir 15/05/08*

- *Tchad*

Réfugiés, déplacés, populations locales vivent à couteaux tirés

Près de 450 000 personnes, 260 000 réfugiés et 190 000 déplacés, cohabitent difficilement dans l'est du Tchad, voisin du Darfour en proie à la guerre civile. À en croire Angop, la situation du secteur de la sous-préfecture de Hadjer Hadid reflète cette mutation. Avec les tensions récentes entre le Tchad et le Soudan, de nouveaux réfugiés pourraient arriver. Hadjer Hadid, petit bourg de 5 000 habitants, est entouré de camps. À cinq kilomètres au nord-est se trouve le camp de réfugiés soudanais de Bredjine : le plus grand de l'est tchadien qui abrite 36 000 personnes. Au sud-ouest se trouve le camp de Treguine et ses 16 000 réfugiés. Encore un peu plus au sud, Arkoum un village de déplacés tchadiens de 15 000 personnes. « C'est

une évidence : faire vivre ensemble autant de gens sur un territoire qui était avant occupé simplement par les villageois est un problème », affirme à l'AFP le colonel Frédéric Garnier, de la force multinationale centre de l'Eufor, la force européenne déployée dans l'est du Tchad et la Centrafrique.

(*Le Potentiel (Kinshasa) 15/05/08 Publié sur le web All Africa*)

- **Roumanie**

La grande misère du monde rural

35 % de la population active roumaine est employée dans l'agriculture : un record européen. Les terres agricoles se composent de 40 millions de minuscules parcelles, et les paysans tirent des revenus dérisoires de leur travail. Faute d'informations et de politique agricole cohérente, la Roumanie ne sait même pas quoi faire des fonds structurels européens pour le développement rural, un pactole de 8 milliards d'euros... (*Romania Libera, 11/02/08, web : Courrier des Balkans, 05/03/08*)

- **Colombie**

Le déplacement forcé

Le pays est peu à peu en train de se reformer dans les quartiers pauvres de la périphérie de Bogotá. Des milliers de familles, qui vivaient auparavant sur les terres les plus riches de Colombie, là où la culture de produits alimentaires locaux (manioc, bananes, riz...) permettait de nourrir plusieurs bouches et où la chaleur

matinale entrait dans les fermes comme un souffle de vie, ont dû se reloger dans de minuscules bicoques improvisées, construites sur des terrains instables qui forment un labyrinthe immense parcouru par le vent froid des collines.

Les déplacés venus de tout le pays n'évoquent plus seulement une guerre qui s'est étendue à toutes les régions de la Colombie mais aussi une tristesse collective, résultant d'un crime qui est déjà reconnu par la législation nationale et internationale comme un crime contre l'humanité : le déplacement forcé. Ils sont près de 25 000 déracinés à vivre à Altos de Cazucá, localité de la commune de Soacha. La municipalité, située dans la banlieue sud-est de Bogotá, accueille le plus grand nombre de déplacés avec la banlieue voisine de Ciudad Bolívar.

Outre des morts et des enlèvements, ce conflit a causé le déplacement interne de plus de 3 millions de personnes au cours des vingt dernières années, soit une moyenne annuelle d'environ 200 000 personnes, selon le programme gouvernemental Red de Solidaridad Social. La plupart d'entre elles ont fui des menaces ou des tirs croisés dans les régions que se disputent différents groupes armés, où le mot « État » n'a pas de sens. (...)

Malgré la loi 387 de 1997 qui reconnaît le déplacé comme une personne ayant des droits particuliers du fait de son statut de victime, cette population dépend pratiquement entièrement de la coopération internationale. (*Noticias Aliadas, n° 5, 19/03/08, web : dial. Alterinfos 06/06/08*)